GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX: RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2, au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

ABONNEMENTS:
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS:
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER:
Le port en sus, pour les pays sans échange postal.

AVIS.

Nous rappelons à nos abonnés que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Pour faciliter le service et éviter des retards, nous les invitons à envoyer par avance les renouvellements, soit par un mandat payable à vue sur la poste, soit par les Messageries impériales ou générales, qui reçoivent les abonnements au prix de 18 fr. par trimestre, sans aucune addition de frais de commission.

Sommaire.

ACTES OFFICIELS. — Nominations judiciaires.
JUSTICE CIVILE. — Cour impériale de Paris (4^e chambre): Commerce des nouveautés; concurrence; définition du commerce des nouveautés. — Cour impériale d'Orléans (1^{er} ch.): Cession d'office; traité prématuré; clause pénale; nullité; traité ostensible; inexécution; dommages-intérêts. — Tribunal civil de la Seine (3^e ch.): La potichomanie; les papetiers et les marchands de verre et de porcelaines; question de concurrence.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. criminelle). Bulletin: Tribunaux correctionnels; audiences; constatation de la publicité. — Chemin de fer; immixtion dans le transport des lettres; facteur; appréciation de fait. — Algérie; halles, foires et marchés; arrêté du gouverneur général; contravention; confiscation. — Cour d'assises de la Seine: Deux assassinats; deux accusés.
TRIBUNAUX ÉTRANGERS. — Cour du banc de la reine: Affaire Hope contre Aguado; adultère; demande en dommages-intérêts.
CHRONIQUE.

ACTES OFFICIELS.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par décret impérial, en date du 15 février, sont nommés: Président du Tribunal de première instance de Guingamp (Côtes-du-Nord), M. Deins, juge suppléant au siège de Brest, en remplacement de M. Bocher, décédé.
Juge au Tribunal de première instance de Lyon (Rhône), M. Orset de Latour, procureur impérial près le siège de Montbrison, en remplacement de M. Camyer, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite. (Loi du 9 juin 1853, art. 18, § 3.)
Juge au Tribunal de première instance de Montbrison (Loire), M. André Camille Durand, avocat, en remplacement de M. Rivier du Maguy, qui a été nommé juge à Saint-Etienne.
Juge au Tribunal de première instance de Bergerac (Dordogne), M. Domengot, juge au siège de Sarlat, en remplacement de M. Rivaud, décédé.
Juge au Tribunal de première instance de Sarlat (Dordogne), M. Lavelle, juge suppléant au même siège, en remplacement de M. Demongot, qui est nommé juge à Bergerac.
Procureur impérial près le Tribunal de première instance de Valence (Drôme), M. Proust, procureur impérial près le siège de Digne, en remplacement de M. Payan-Dumoulin, qui a été nommé procureur impérial à Moulins.
Procureur impérial près le Tribunal de première instance de Nantua (Ain), M. de Piellat, substitut du procureur impérial près le siège de Montbrison, en remplacement de M. Janson, qui a été nommé substitut du procureur impérial à Lyon.
Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Laon (Aisne), M. L'Eleu de la Simone, substitut du procureur impérial près le siège de Vervins, en remplacement de M. Lepelletier, qui a été nommé juge à Albi.
Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Vervins (Aisne), M. Amédée Victor Cotellet, avocat, docteur en droit, en remplacement de M. L'Eleu de la Simone, qui est nommé substitut du procureur impérial à Laon.
Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Clermont (Oise), M. Ernest-Augustin-Engelbert Delapoupe, avocat, en remplacement de M. Bouvier, décédé.
Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Nantua (Ain), M. Guicherd, substitut du procureur impérial près le siège de Gex, en remplacement de M. Lamblot.
Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Gex (Ain), M. Lamblot, juge, nommé à Nantua, en remplacement de M. Guicherd.
Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance d'Orléans (Basses-Pyrénées), M. Marrast, substitut du procureur impérial près le siège de Saint-Calais, en remplacement de M. de Gleizes.
Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Saint-Calais (Sarthe), M. de Gleizes, substitut du procureur impérial près le siège d'Orléans, en remplacement de M. Marrast.
Juge suppléant au Tribunal de première instance de Marseille (Bouches-du-Rhône), M. Albert Germondy, avocat, en remplacement de M. Gués, qui a été nommé substitut du procureur impérial.
Juge suppléant au Tribunal de première instance de Toulouse (Haute-Garonne), M. Henri d'André, avocat, en remplacement de M. Pagan, démissionnaire.
Juge suppléant au Tribunal de première instance de Metz (Moselle), M. Louis-Marie-René Tardif de Moïdrey, avocat, en remplacement de Marguet, qui a été nommé juge.
Juge suppléant au Tribunal de première instance de Rocroi (Ardennes), M. Antoine-Gustave Bruxelles, avocat, en remplacement de M. Petit-Prisse (Décret du 1^{er} mars 1852).
Juge suppléant au Tribunal de première instance de Saint-Sever (Landes), M. Jean Baptiste Brethous de Lanemas, avocat, en remplacement de M. de Ladoue, démissionnaire.
Juge suppléant au Tribunal de première instance de Valogny (Manche), M. Edmond Gallemard, avocat, docteur en droit, en remplacement de M. Delalande, décédé.

Le même décret porte:

M. Rohaut de Fleury, juge au Tribunal de première instance de la Seine, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction, en remplacement de M. Ganzeron, qui prendra, sur sa demande, celles de simple juge.
M. Mayol de Lupé, ancien conseiller à la Cour impériale de Grenoble, est nommé conseiller honoraire à la même Cour.

Des dispenses sont accordées à M. Bernier, nommé substitut du procureur impérial, près le Tribunal de première instance de la Seine, à raison de son alliance, au degré prohibé, avec M. Durand (de Romorantin), juge au même siège.

Voici les états de services des magistrats compris au décret qui précède:

M. Orset de Latour, 1847, juge suppléant à Lyon; — 29 août 1847, substitut à Trévoux; — 8 juin 1853, procureur impérial à Montbrison.
M. Proust, 1832, ancien magistrat; — 23 décembre 1832, procureur impérial à Digne.
M. de Piellat, 14 février 1831, substitut à Roanne; — 21 avril 1832, substitut à Montbrison.
M. L'Eleu de la Simone, 1832, avocat; — 14 juillet 1832, substitut à Vervins.
M. Guicherd, 1853, avocat; — 13 avril 1833, juge suppléant à Cherbourg; — 11 octobre 1834, substitut à Gex.
M. Lamblot, 1848, avocat à Roanne; — 2 avril 1848, substitut du commissaire du gouvernement à Gex; — 14 septembre 1832, substitut à Nantua; — 17 septembre 1854, juge au même siège.
M. Marrast, 1833, avocat; — 27 avril 1833, substitut à Saint-Calais.
M. de Gleizes, 1846, avocat; — 6 mars 1846, juge suppléant à Mont-Marsan; — 28 mai 1851, substitut à Orthez; — 21 août 1832, substitut à Oloron.

JUSTICE CIVILE

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (4^e chambre).

Présidence de M. d'Esparsès de Lussan.

Audience du 15 février.

COMMERCES DES NOUVEAUTÉS, DU BLANC, DE LA BONNETERIE, DE LA LINGERIE. — CONCURRENCE. — DÉFINITION DU COMMERCES DES NOUVEAUTÉS.

S'il est un commerce mal défini et peut-être difficile à définir, c'est celui des nouveautés. Cela a été vrai de tout temps, c'est vrai surtout depuis que les marchands de nouveautés vendent des parapluies, des porte-monnaie, de la fourrure, des bottines, des chapeaux de paille, etc., etc., toutes choses qui n'ont rien de commun avec les nouveautés, si ce n'est peut-être qu'elles sont neuves.

Voici une difficulté qui a pris naissance à l'occasion de l'interprétation à donner à un bail assurant à un locataire, dans un magasin à lui loué, le monopole du commerce des nouveautés par rapport aux autres locataires de la même maison.

Suivant acte passé devant M^e Acloque, notaire à Paris, le 27 août 1853, M. Lorian, propriétaire de l'hôtel de la rue du Faubourg-Poissonnière, 58, a loué dans cet hôtel à M. Carment, pour trois, six, neuf ou douze années, au choix de ce dernier seulement, un vaste magasin et différents accessoires, moyennant 5,000 fr. pour les six premières années et 5,500 fr. pour les six dernières, à l'effet, est-il dit dans l'acte, d'exercer dans les lieux loués et pendant la durée du bail à lui fait, le commerce de marchand de nouveautés, de blanc, de lingerie et de bonneterie seulement.

Par une autre clause de ce bail, M. Lorian s'est interdit de louer la seconde boutique de l'hôtel à une personne exerçant le commerce de M. Carment.

Cependant, vers la fin de 1853, M. Lorian a loué cette seconde boutique à M. Minard, qui y exerce le commerce de nouveautés et y vend des châles et des soieries, et qui y a même vendu une fois, à la date du 7 janvier 1854, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal d'huissier, des articles rentrant dans le commerce spécial de la lingerie.

C'est alors que M. Carment, prétendant qu'il avait seul le droit d'exercer dans la maison de M. Lorian le commerce de nouveautés en général et, en outre, spécialement celui de la lingerie, de la bonneterie et des étoffes de coton et de fil blancs; que M. Minard exerçait cependant aussi ostensiblement le commerce de nouveautés en général et aussi celui de la lingerie, pour lequel il s'était approvisionné et qu'il exerçait chaque jour, a assigné M. Lorian devant le Tribunal civil de la Seine en résiliation de son bail, en paiement des 7,500 fr. montant des dépenses d'installation par lui faites et de 16,000 fr. à titre de dommages-intérêts.

M. Lorian a repoussé cette demande, en soutenant qu'il n'avait pas loué sa boutique à M. Carment pour y exercer le commerce de nouveautés d'abord, puis celui du blanc, celui de la lingerie, et celui de la bonneterie, en tout quatre genres de commerce, mais bien pour y exercer celui des nouveautés dans les trois genres du blanc, de la lingerie et de la bonneterie; que cela résultait des termes du bail et de l'exécution qui lui avait été donnée par M. Carment, lequel, jusqu'au jour du procès, n'avait vendu et fait entrer dans son magasin que du blanc, et n'avait annoncé au public que cette spécialité, pour laquelle il lui avait bien été, une fois, fait concurrence, mais que cela ne s'était pas renouvelé.

M. Carment a répliqué en soutenant qu'il avait, en effet, spécialement d'abord, fait le commerce du blanc, c'était parce qu'il ne voulait pas de suite donner à ses affaires toute l'extension dont elles étaient susceptibles; mais que cela ne pouvait nuire à son droit dont lui était loisible d'user aujourd'hui et à l'heure qui lui conviendrait, et auquel il ne pouvait être censé avoir renoncé.

Malgré ces raisons, la défense de M. Lorian a été accueillie par jugement du 23 août 1854, rendu après partage et qui est ainsi conçu:

« Attendu que, suivant le bail passé devant Acloque, notaire à Paris, le 27 août 1853, Lorian, ancien négociant, a loué la boutique à gauche de la porte cochère de sa maison à Carment, pour y faire, dit l'acte, le commerce de nouveautés, de blanc, de lingerie et de bonneterie seulement; que cette spécification exprimée par les trois objets ci-dessus apporte une limitation évidente au commerce de nouveautés qui est indiqué d'abord et le restreint auxdits objets; que le mot « seulement » vient donner une nouvelle énergie à cette limitation déjà si précise;

« Attendu, en effet, que, d'après l'usage qui s'est établi à Paris depuis plusieurs années, le commerce de nouveautés

peut être général ou circonscrit dans certaines espèces de marchandises, suivant la convention des parties;

« Attendu, au surplus, que l'exécution donnée par Carment à son bail depuis son entrée dans les lieux jusqu'au jour du procès, prouve que l'intention des deux parties a été conforme à l'interprétation présentée par le premier des motifs qui précèdent; qu'il a notamment placé sur son enseigne, sur son vitrage et dans ses prospectus, l'indication d'un commerce spécial pour le blanc et qu'il n'a introduit dans son magasin que cette espèce de marchandises;

« Attendu que, d'après ces considérations, le sens de l'acte n'est pas douteux, et qu'il n'y a pas lieu, par conséquent, de recourir à l'application de l'art. 1162 du Code Napoléon;

« Attendu, enfin, que si Minard a commis, au mois de janvier dernier, une légère infraction à son propre bail, en vendant quelques objets qui n'entraient dans le commerce spécial de Carment, cette infraction, qui ne s'est plus reproduite, ne saurait être opposée à Lorian;

« Par ces motifs, « Vidant le partage déclaré par le précédent jugement du 12 août présent mois;

« Déclare Carment non recevable et mal fondé dans ses demandes, l'en déboute et le condamne aux dépens. »

M. Carment a interjeté appel de ce jugement.

M^e Dufauré, son avocat, a soutenu cet appel. Il a exposé qu'à l'époque où son client avait fait avec M. Lorian le bail qui a donné lieu au procès, il était marchand de nouveautés rue de Miromesnil, et cherchait à y vendre son fonds pour aller s'établir dans un quartier où il ferait les affaires sur une plus vaste échelle. Rien d'étonnant donc qu'il ait eu l'idée d'être marchand de nouveautés rue du Faubourg-Poissonnière; c'était même tout naturel, puisque c'était un genre de commerce pour lequel il avait une certaine expérience. Au moment donc où M. Carment a dû prendre possession des localités à lui louées par M. Lorian, il n'avait pas encore vendu son fonds de la rue de Miromesnil; il y prit donc toutes les marchandises du commerce de blanc qu'il y avait, les fit transporter dans ses nouveaux magasins du Faubourg-Poissonnière, et s'annonça là comme faisant spécialement ce genre de commerce; il ne pouvait pas en agir autrement et s'y présenter comme marchand de nouveautés, puisqu'il n'y avait pas alors ce genre de marchandises à sa disposition. Ce n'est que plus tard, quand son fonds de la rue de Miromesnil a été vendu, qu'il a voulu user de son droit chez M. Lorian; il n'y avait pas renoncé, il ne peut être censé y avoir renoncé aujourd'hui, car on n'est jamais censé renoncer à ses droits.

M^e Dufauré s'attache à établir ensuite qu'il n'y a pas de commerce de nouveautés de blanc, de bonneterie ni de lingerie; les calicots, les toiles, les articles de bonneterie et beaucoup d'articles de lingerie sont toujours d'usage et de valeur; ils ne changent pas de mode comme les soieries, les châles, les confections pour dames, les étoffes de laine et de coton de couleur, dont les dessins et les dispositions varient à chaque saison et, se renouvelant sans cesse, constituent le commerce des nouveautés. L'avocat produit de nombreux papiers à l'appui de ses observations, et conclut que si M. Carment ne produisait qu'un procès-verbal constatant que son voisin vendait de la lingerie et du blanc, c'est qu'il ne pouvait pas verbaliser chaque jour.

Dans l'intérêt de M. Lorian, M^e Poyet a soutenu que M. Carment s'était présenté à son client en annonçant l'intention d'abandonner le commerce de nouveautés et de se restreindre désormais à la spécialité du blanc, ses ressources pécuniaires ne lui permettant pas de faire autre chose.

M^e Poyet développe en outre les considérations qui ont déterminé les premiers juges à rejeter la demande de M. Carment. Il est interrompu par M. le président dans ses développements.

La Cour, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

COUR IMPÉRIALE D'ORLÉANS (1^{er} ch.).

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Porcher.

Audience du 25 janvier.

CESSION D'OFFICE. — TRAITÉ PRÉMATURÉ. — CLAUSE PÉNALE. — NULLITÉ. — TRAITÉ OSTENSIBLE. — INEXÉCUTION. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

La cession d'un office de notaire faite à une époque où le candidat ne pouvait être nommé est nulle comme contraire aux règles de la discipline et de la transmission régulière des offices.

La clause pénale introduite dans ce traité et non reproduite dans celui soumis ultérieurement à la chancellerie, affecte notablement ce traité ostensible, quoiqu'elle lui soit intrinsèque; c'est, en définitive, une stipulation illicite comme toutes celles qui ne sont pas portées à la connaissance de l'autorité compétente, et dès lors on ne peut s'en prévaloir.

Toutefois, le retrait sans motifs légitimes d'un candidat qui ne veut plus exécuter le traité librement consenti par lui, constitue une cause de dommages-intérêts attribuables au cédant, non plus en vertu de la clause pénale, mais en raison de l'appréciation du juge.

Ces questions intéressantes avaient été décidées dans un sens contraire par un jugement du Tribunal civil de Chinon, en date du 12 août 1854, lequel avait admis la validité de la clause pénale dont il sera question ci-après, et condamné, en conséquence, le défendeur à payer au demandeur la somme de 5,000 francs, montant de cette stipulation.

L'arrêt de la Cour contenant tous les faits nécessaires à son intelligence, nous nous contentons d'en donner le texte:

« La Cour: « Attendu que, par un acte destiné à rester secret, en date du 15 septembre 1852, enregistré le 20 mai 1854, Mingot a cédé son office de notaire à Sainte-Maure, à Guiet, moyennant la somme de trente-neuf mille francs.

« Que Guiet, à qui une année de stage était encore nécessaire, s'est engagé par le même acte à se mettre en mesure de se présenter comme candidat dans le délai de deux années au plus tard;

« Qu'en outre il a été stipulé: 1^o Que Mingot continuerait à gérer son office jusqu'à la prestation de serment de Guiet; qu'il le recevrait dans son étude pendant un an au moins à partir du jour où il aurait acquis les deux années d'exercice comme avocat à la Cour de Poitiers, le nourrirait et le logerait pendant son année de stage à l'étude; 2^o que si le traité ne recevait pas son exécution par le décès de Guiet ou par toute autre circonstance qui lui serait personnelle, Guiet ou ses héritiers devaient payer à Mingot une somme de cinq mille francs; 3^o qu'à l'époque fixée pour la présentation de Guiet, il serait fait un traité extrait de celui susdésigné pour toutes les choses nécessaires pour sa production à la chancellerie.

« Attendu que, conformément à cette convention, Guiet a

été logé et nourri par Mingot et a travaillé pendant un an dans son étude, et que, le 25 janvier 1854, il est intervenu entre les parties un nouveau traité reproduisant les mêmes conditions de cession et de prix, mais ne contenant pas la clause pénale de cinq mille francs.

« Attendu que sur l'envoi qui a été fait de ce second traité au parquet de la Cour impériale d'Orléans, le procureur-général a invité les parties à y faire diverses modifications, et notamment à réduire de 4,000 fr. le prix de cession, en donnant toutefois l'avis que, dans le cas où les parties ne consentiraient pas à cette réduction, les pièces lui fussent de nouveau transmises;

« Attendu que Guiet, à la date du 28 août 1854, a écrit au procureur général qu'il était surpris, en regard à la décadence et à la dépréciation de l'étude, que la réduction ne fut que de 4,000 fr.; qu'il retirait sa demande, et qu'en cas de nomination, il refuserait de prêter serment;

« Attendu que c'est dans ces circonstances qu'après une mise en demeure, Mingot a formé contre Guiet une demande tendant à ce que ce dernier fût tenu de lui payer, à titre d'indemnité, la somme de 3,000 fr. pour inexécution des traités susvisés;

« Attendu que les offices ne sont pas une propriété dont les titulaires puissent disposer d'une manière absolue, et que leur transmission intéresse essentiellement l'ordre public; que dès lors les conditions du traité de cession relatives, soit au prix et à ses éléments divers, soit à l'obligation imposée au cessionnaire sous la contrainte d'une clause pénale de se présenter comme successeur à une époque préfixe et plus ou moins éloignée, doivent être portées à la connaissance de l'autorité compétente et ne peuvent faire l'objet de stipulations occultes;

« Attendu que le contrat par lequel le titulaire d'un office cède cet office plus d'une année à l'avance à un tiers qui ne réunit pas les conditions d'aptitude nécessaires pour obtenir l'investiture et impose au cessionnaire une clause pénale très onéreuse, est contraire aux règles d'une sage discipline et de la transmission régulière des offices;

« Qu'en effet, cette vente à terme et moyennant un prix fixé longtemps à l'avance, en désintéressant le titulaire pour l'avenir quant à ses intérêts pécuniaires, peut l'induire à reporter dans l'exercice de sa fonction moins de zèle et de régularité; et que, d'une autre part, elle a le grave inconvénient d'enchaîner la liberté de l'acheteur et de le contraindre, placé qu'il est sous la menace d'un dédit énorme, à provoquer en quelque sorte malgré lui sa nomination;

« Attendu que des stipulations de ce genre, bien qu'intrinsèques au traité ostensible, affectent néanmoins notablement, sont illicites et ne peuvent, aux termes des articles 1131 et 1133 du Code Napoléon, produire aucun effet;

« Qu'ainsi c'est à tort que les premiers juges ont sanctionné la clause pénale du traité du 15 septembre 1852;

« Mais attendu que les conclusions de Mingot tendent à faire condamner Guiet, non seulement en vertu du traité du 15 septembre, mais aussi à cause de l'inexécution du traité du 25 janvier 1854;

« Attendu que Mingot, conformément aux conventions arrêtées entre lui et Guiet, l'a logé, nourri et initié à tous les travaux de son étude; l'a présenté comme devant être son successeur, et que le refus de Guiet de demander à l'autorité compétente l'investiture de la charge qu'il avait d'abord manifesté le dessein d'acquiescer, constitue un fait préjudiciable à Mingot et dont celui-ci est en droit de demander la réparation;

« Attendu que, pour se soustraire aux conséquences de l'inexécution de son engagement, Guiet allègue que Mingot aurait lui-même manqué à ses obligations en négligeant la gestion de l'étude;

« Mais attendu que des faits articulés par Guiet, les uns sont vagues et sans pertinence, les autres sont démentis par les documents du procès, ce qui rend sans utilité l'enquête et l'expertise demandées;

« En ce qui touche la quotité des dommages-intérêts à allouer à Mingot, « Attendu qu'ils peuvent être équitablement évalués à 3,000 fr.;

« Par ces motifs: « La Cour, sans arrêter ni avoir égard au chef des conclusions de Guiet tendant à enquête et expertise, « Met l'appellation et ce dont est appel au néant; ordonne la restitution de l'amende consignée;

« Emendant en ce que les premiers juges ont, en exécution de la clause pénale du 15 septembre 1852, condamné Guiet envers Mingot à une indemnité de 5,000 fr., fixe à 3,000 fr. le montant des dommages-intérêts à payer par Guiet à Mingot en réparation du préjudice à lui causé par l'inexécution du traité de 1854;

« Condamne Guiet aux dépens de première instance et d'appel, etc. »

(Conclusions conformes de M. Lenormant, premier avocat-général; plaidants, M^e Johannot pour Guiet, et M^e Robert de Massy pour Mingot.)

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (3^e ch.).

Présidence de M. Lepelletier d'Aulnay.

Audiences des 6 et 13 février.

LA POTICHOMANIE. — LES PAPETIERS ET LES MARCHANDS DE VERRE ET DE PORCELAINE. — QUESTION DE CONCURRENCE.

Un marchand de porcelaine et de verrerie qui a fait insérer dans son bail une clause par laquelle son propriétaire s'interdit de louer à aucun autre marchand se livrant au commerce des verres et des cristaux, n'a pas le droit de se plaindre si le propriétaire loue à un papetier qui met en vente des vases de verre pour la fabrication des potiches, dite potichomanie.

Ces vases de verre, sans utilité réelle par eux-mêmes et servant uniquement de canaux pour un travail d'agrément qui touche au dessin et à la peinture et qui emploie pour élément principal des papiers richement colorés, et pour accessoires des pinceaux, de la gouache liquide et des couleurs, doivent être assimilés aux palettes de porcelaine et aux godets en verre qui ont toujours fait partie du commerce de la papeterie, bien qu'appartenant aussi à celui des marchands de porcelaine.

Ces questions, neuves et assez singulières, se présentaient à propos de l'exercice d'un commerce de récente origine, pour la désignation duquel on a cru devoir inventer le substantif: potichomanie. Qu'est-ce au juste que la potichomanie? Aucun dictionnaire ne s'étant encore expliqué à ce sujet, on en est réduit aux conjectures. Si l'on a voulu désigner par ce mot la manie des potiches, il est en même temps certain qu'on a voulu créer la possibilité de satisfaire économiquement cette manie, en offrant au public des potiches de verre décorées avec du papier peint et imitant plus ou moins les admirables potiches de la Chine ou du Japon. Ceux qui vendent les vraies potiches et qui ont interdit à leurs propriétaires de louer à au-

cun marchand faisant le même commerce, ont-ils le droit de se plaindre si ces mêmes propriétaires louent à des marchands qui se livrent au commerce des potiches potiches, vulgairement désigné sous le nom de potichomanie? Tel était l'objet du procès.

M^e Carraby, avocat du sieur Robert, expose ainsi les faits de la cause:

M. Robert, mon client, est marchand de porcelaine. Il est locataire, depuis plus de trente ans, d'un vaste magasin situé sur le boulevard des Italiens. Il a renouvelé son bail, il y a deux ans, avec M. Renou, propriétaire, ou plutôt principal locataire de la maison. Il a fait insérer dans son bail une clause à laquelle tiennent généralement les commerçants, et particulièrement ceux qui occupent une boutique depuis longues années. Cette clause interdit au propriétaire de louer dans la maison un emplacement à tout autre fabricant, marchand ou débitant de porcelaines, verreries et cristaux.

M. Robert s'endormit avec sécurité sur la foi de cette clause, lorsqu'il fut réveillé par le bruit que faisait sa voisine. Cette voisine était une marchande de papiers, ou, pour mieux dire, une prétendue marchande de papiers; car à son étalage on voyait beaucoup de verreries et de porcelaines et peu de papier, et au-dessus de la boutique étaient écrits ces mots: A la Potichomanie! Les potichomanes ne s'arrêtaient plus chez mon client, qui les voyait passer devant son magasin pour s'arrêter au magasin de M^e Maillard, sa redoutable voisine.

Le jour de l'an arriva. On sait quel fut à cette époque le succès de la potichomanie. Mon client n'en eut pas sa part. Sa vente fut nulle.

Aujourd'hui M. Robert s'adresse d'abord au propriétaire, M. Renou. M. Renou s'est engagé à interdire dans sa maison, à tout autre que mon client, la vente des verreries et porcelaines. Il n'a pas rempli son obligation. Il doit donc indemniser mon client.

Quant à M^e Maillard, sur quoi se fonde-t-elle pour vendre de la potichomanie? Sur son bail. Son bail ne lui confère que le droit de vendre du papier et des abat-jours. En vendant des potiches, elle cesse d'être marchande de papier, elle devient marchande de porcelaines et de verreries.

Pour la potichomanie, il faut le vase et le papier qui le recouvre. Le marchand de verreries a le droit de vendre le premier de ces objets, comme le marchand de papier a le droit de vendre le second. A côté de M. Robert, un marchand d'estampes, d'aussi bonne foi que lui, s'est imposé l'obligation de vendre du papier sans vendre des potiches. Il n'y a jamais eu empiétement de sa part sur notre domaine. Dirait-on que le droit de vendre le principal emporte le droit de vendre l'accessoire? Non. L'accessoire constitue un commerce; et le principal, un autre. D'ailleurs, ici, le principal est la potiche. La potichomanie n'est qu'un procédé pour la décoration du verre; mais que ce verre soit décoré avec du papier ou avec des couleurs, c'est toujours du verre que l'on vend. Le mode d'ornementation seul a changé.

M^e Maillard vend des lampes; ses factures le constatent. Si, au lieu de vendre des porcelaines, nous vendions des lampes, elle nous dirait probablement: « La lampe étant l'accessoire de l'abat-jour, j'ai le droit de vendre des lampes; » et ce langage serait aussi logique que celui qu'elle nous tient aujourd'hui.

Dirait-on que tous les papetiers à Paris vendent de la potichomanie? C'est possible. On sait la tendance de chaque commerce à sortir des limites dans lesquelles il devrait se tenir. Les boutiques deviennent des bazars; cela se conçoit. Ce qui fait le succès d'un établissement, c'est son emplacement plutôt que le nom de son propriétaire. Si donc un magasin est bien situé, plus on y vendra d'objets, plus il y aura de chance d'attirer l'acheteur. Aussi on voit à Paris des alliances monstrueuses: les chapeliers vendant des habits, les coiffeurs des paletots, les marchands de nouveautés des parapluies. Quant aux papetiers, ils vendent toute espèce d'objets: meubles, tableaux, jouets, potichomanie; ils sont essentiellement usurpateurs. Eh bien, ils ont raison. La concurrence le leur permet, la liberté du commerce le veut ainsi. Mais si à côté de ce marchand il y a un droit que cet empiétement atteint, si dans la même maison il y a un marchand de verreries et un marchand de papiers, si le propriétaire a interdit dans sa maison le commerce de la verrerie à tout autre qu'au premier, le marchand de verreries a droit de dire au papetier: « Vous ne devez vendre que du papier. En vendant des reliures, vous devenez retendeur, en vendant des meubles, marchand de meubles. Je n'ai rien à dire, parce que je ne suis ni encadreux ni relieur; mais en vendant des potiches vous devenez marchand de potiches; par conséquent, vous vendez ce que vendent seuls habituellement les marchands de porcelaine. J'ai le droit de m'en plaindre, parce que vous êtes en contravention avec votre bail; que seul j'ai le droit de vendre cet article dans la maison, et que vous me causez préjudice. »

Une espèce semblable à la notre s'est présentée devant la Cour de Paris. Il s'agissait d'une marchande de modes et d'un passementier de la rue de la Chaussée-d'Antin. La Cour a rendu, au mois de décembre 1854, un arrêt conforme au système que j'invoque.

M^e Colmet d'Aage, dans l'intérêt de M. Renou, a soutenu qu'aucune condamnation ne devait intervenir contre son client. En effet, si la demande de M. Robert est rejetée, il n'y a lieu à statuer sur la demande en garantie que M. Renou a formée contre M^e Maillard. Si, au contraire, les prétentions de M. Robert sont accueillies, le fait dont il se plaint étant le fait de M^e Maillard, ce sera à cette dernière à indemniser M. Robert.

L'avocat discute les termes du bail et établit que son client a pris toutes les précautions possibles pour éviter toute concurrence entre ses différents locataires.

M^e Colmet d'Aage conclut à ce que son client soit mis hors de cause ou qu'il soit indemnisé par M^e Maillard des condamnations qui pourraient intervenir.

M^e Boinvilliers s'est présenté pour M^e Maillard.

Lorsque M^e Maillard est venu établir son magasin de papeterie sur le boulevard, il n'y avait qu'une personne qui pût redouter sa concurrence; ce n'était pas M. Robert, c'était M^e Deperrier. M^e Deperrier tient un débit de tabac; elle vend des porte-cigares et mille autres objets utiles aux fumeurs. Elle craignait que M^e Maillard ne vendit des objets semblables; aussi, à sa demande, M. Renou a-t-il inscrit dans le bail avec ma cliente une clause qui interdisait à cette dernière la vente de ces objets. Si M. Robert est si ombrageux, pourquoi n'en a-t-il pas fait autant? Mais puisqu'il n'y a aucune restriction dans notre bail à son profit, nous avons le droit de vendre tout ce qui est dans les limites de notre commerce.

Il n'y a que M. Robert qui ait contesté aux papetiers le droit de vendre des potiches; tous les papetiers en vendent. En effet, ils vendent le vase comme un accessoire. Ne voit-on pas de nombreux objets en porcelaine vendus chez les papetiers à cause de leur rapport avec le papier? L'élément principal, dans la potichomanie, c'est le papier, c'est lui qui donne son éclat et sa valeur au vase: la vente de la potichomanie rentre dans le commerce de la papeterie.

D'ailleurs, de quoi se plaint M. Robert? Du préjudice que nous lui avons occasionné? Mais il ne peut y avoir de concurrence sérieuse entre M. Robert et M^e Maillard. La potichomanie, en effet, n'est qu'un procédé d'ornementation. Un vase qui a été décoré par ce procédé ne peut servir; on ne peut y mettre ni boissons ni aliments sous peine de s'empoisonner. C'est donc un objet de luxe et non d'utilité. La vente en est restreinte et ne peut faire aucun tort à un commerce qui consiste seulement dans la vente des objets dont nous trouvons chaque jour l'emploi dans l'intérieur de nos maisons. La demande de M. Robert doit donc être repoussée comme nullement fondée.

A la huite suivante, le Tribunal a rendu un jugement ainsi conçu:

« En ce qui touche la demande principale: « Attendu que Robert n'aurait droit de se plaindre de l'immixtion des clauses du bail qu'autant que la demoiselle Maillard aurait formé et fait valoir dans la boutique qu'elle occupe un établissement de fabricant, marchand ou détaillant de porcelaines, verreries et cristaux; « Que, d'un autre côté, Robert n'est point fondé à se prévaloir des termes du bail consenti par les époux Renou à la demoiselle Maillard, puisque ce sont des conventions qui lui sont étrangères; « Qu'au surplus, ce bail n'a exclu du commerce de marchand de papeterie et abat-jour exercé par la demoiselle Mail-

lard que la vente des porte-monnaie, porte-cigares et blagues à tabac;

« Attendu que ces vases de verre blanc exposés en vente par la demoiselle Maillard sont sans utilité réelle en dehors de la destination spéciale que lui a donnée le commerce de la papeterie;

« Qu'en effet, ils servent uniquement de canevas pour un travail d'agrément qui touche au dessin ou à la peinture, et qui emploie pour élément principal des papiers richement colorés et pour accessoires des pinceaux, de la gomme liquide et des couleurs;

« Attendu dès lors que ce n'est point empiéter sur le commerce de la verrerie que de comprendre, comme l'a fait la demoiselle Maillard, ces sortes de vases parmi les articles de dessin et de peinture dont la vente appartient à la profession de marchand de papeterie;

« Qu'il en est de ces objets comme des palettes de porcelaine et en faïence, des godets en verre pour délayer les couleurs, des enciers de porcelaine, de faïence ou de métal, qui ont toujours fait partie du commerce de la papeterie, tout en appartenant aussi à celui de marchand de porcelaines;

« En ce qui touche la demande en garantie:

« Attendu que le rejet de la demande principale l'a rendue sans objet;

« Par ces motifs,

« Déclare Robert mal fondé dans sa demande contre les époux Renou; dit qu'il n'y a lieu à statuer sur la demande en garantie formée par ceux-ci contre la demoiselle Maillard; condamne les époux Renou aux dépens envers la demoiselle Maillard; condamne Robert aux dépens envers les époux Renou, dans lesquels frais seront compris ceux dont la condamnation vient d'être prononcée au profit de la demoiselle Maillard. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (ch. criminelle).

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Bulletin du 15 février.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. — AUDIENCES. — CONSTATATION DE LA PUBLICITE.

Dans la Gazette des Tribunaux du 7 janvier dernier (affaire Desouches, Touchard et autres, contre Jackson et Buffieux, délit d'entraves à la liberté des enchères), nous avons rendu compte des décisions de la Cour de cassation sur les moyens du fond (V. ce numéro); à la même audience, statuant sur un moyen relevé d'office par le rapporteur et fondé sur le défaut de constatation suffisante de la publicité des audiences, un arrêt interlocutoire ordonna l'apport au greffe de la Cour de toutes pièces et documents de nature à établir la publicité des audiences et notamment des minutes des deux jugements attaqués.

Conformément à cet arrêt interlocutoire, les minutes du Tribunal correctionnel de Montbrison ont été apportées; elles ont révélé dans ce Tribunal un singulier usage qui a entraîné la cassation des jugements dont il s'agit; en effet, jamais les feuilles d'audience de ce Tribunal, contenant les minutes des jugements rendus, ni ces minutes elles-mêmes ne constatent la publicité des audiences; elles se bornent à cette mention: « Audience du... » Cette constatation de la publicité a été jugée insuffisante.

De ceci est résulté un usage plus singulier encore: lorsque des expéditions des jugements sont réclamées; elles sont délivrées avec la constatation de l'accomplissement d'une formalité substantielle, celle de la publicité des audiences, que ne contiennent pas les minutes des jugements.

Ces graves irrégularités ont attiré l'attention de la Cour de cassation, et amené la cassation des deux jugements du Tribunal supérieur d'appel de Montbrison, des 23 et 30 juin 1854, rendus dans le procès en délit d'entraves apportées à la liberté des enchères, entre les sieurs Desouches, Touchard, Bonnot et autres contre Jackson et Buffieux.

M. Poulhier, conseiller rapporteur; M. Renault d'Uxexi, avocat-général, conclusions conformes; plaidant, M^e Costa, pour les sieurs Desouches, Touchard et autres, et M^e Reverchon, pour les sieurs Jackson et Buffieux, défenseurs intervenants.

CHEMIN DE FER. — IMMIXTION DANS LE TRANSPORT DES LETTRES. — FACTEUR. — APPRECIATION DE FAIT.

L'arrêt qui constate en fait, sans se mettre en contradiction avec le procès-verbal, que le facteur d'une administration de chemin de fer prévenu d'immixtion à l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 prairial an IX pour immixtion dans le transport des lettres, en transportant du bureau d'emmagasinement au bureau de l'octroi trois caisses dans lesquelles se trouvaient des lettres cachetées, n'a fait qu'opérer un simple déplacement de ces caisses et non un transport, et que dès lors il ne s'est pas rendu coupable de la contravention d'immixtion dans le transport des lettres, fait une appréciation souveraine des faits qui échappe à la censure de la Cour de cassation et ne viole aucune loi.

Rejet du pourvoi formé par le procureur-général près la Cour impériale de Douai contre les arrêts de cette Cour, chambre correctionnelle, du 28 novembre 1854, rendus en faveur des sieurs Degency et Ghesquier.

M. de Glos, conseiller rapporteur; M. Renault d'Uxexi, avocat-général, conclusions contraires; plaidant, M^e Paul Fabre, avocat.

ALGERIE. — HALLES, FOIRES ET MARCHÉS. — ARRÊTÉ DU GOUVERNEUR-GÉNÉRAL. — CONTRAVENTION. — CONFISCATION.

Est légal et obligatoire l'arrêté du gouverneur-général de l'Algérie qui interdit, ailleurs que sur les halles, foires et marchés, la vente des grains, bestiaux, etc., et qui édicte la peine d'amende contre celui qui y contrevient; et dès lors le juge de police doit prononcer cette peine contre le marchand qui, transportant ses grains, les vend sur la route près d'une ville dans laquelle il doit passer pour arriver à son lieu de destination, sans les avoir menés sur le marché de cette ville.

Mais cet arrêté est illégal et non obligatoire dans la partie qui édicte la peine de la confiscation; la confiscation, en effet, est une peine qu'il appartient au pouvoir législatif seul de prononcer et qui ne rentre pas dans les pouvoirs du gouverneur-général.

Cassation sur le premier moyen, et rejet sur le second, de treize jugements du Tribunal de simple police de Constantine, rendus, le 16 septembre 1854, dans les affaires des nommés Amed-ben-Amor et douze autres.

M. Victor Foucher, conseiller-rapporteur; M. Renault d'Uxexi, avocat-général, conclusions conformes.

La Cour a, en outre, rejeté les pourvois: 1^o de Olivier Blanchard, condamné à la peine de mort, par arrêt de la Cour d'assises du Finistère, du 18 janvier 1855, pour assassinat;

M. Poulhier, conseiller rapporteur; M. Renault d'Uxexi, avocat-général, conclusions conformes; plaidant, M^e Haridouin, avocat désigné d'office.

2^o De Louis-Marie Maillauchand (Côtes-du-Nord), à 40 ans de travaux forcés, pour vols qualifiés; — 3^o De Jean Benazet (Gers), 40 ans de travaux forcés, vols qualifiés; — 4^o De Jean-Baptiste-Hubert Vaillant (Ardennes), travaux forcés à perpétuité, attentat à la pudeur; — 5^o De Jacques Castimier dit Toulouse (Ardèche), 20 ans de travaux forcés, tentative de vol qualifié; — 6^o De Joseph Laclaverie (Gers), 15 ans de travaux forcés, tentative d'empoisonnement; — 7^o De Hilaire Celairon

ou Celairon (Ardèche), 15 ans de travaux forcés, attentat à la pudeur; — 8^o De Gouesnon Cloarec (Finistère), 3 ans de travaux forcés, vols qualifiés.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Froidefond des Farges.

Audience du 15 février.

DEUX ASSASSINATS. — DEUX ACCUSÉS.

(Voir la Gazette des Tribunaux des 13 et 14 février.)

La femme Durand, sœur de l'accusé Métas, déclare qu'elle a donné 35 fr. à son frère pour racheter Posier compris dans la vente faite chez lui après la saisie, ce qui place ce prêt vers le mois de mars 1852; elle déclare en outre qu'elle n'a pas donné d'argent à son frère pour l'aider à payer le fonds des époux Ducerf.

M. le président: Métas, vous avez toujours dit cependant que les 75 fr. par vous donnés à Ducerf provenaient de votre sœur.

Métas: C'est la femme Platel qui a dit ça.

La femme Platel: Je l'ai dit parce que vous me l'aviez dit. Pierre Ducerf, cultivateur: Je connais Métas pour lui avoir loué ma boutique et lui avoir vendu une pièce de vin. Quant au joueur d'orgue, je l'ai vu installé chez Métas pour l'aider à vendre et boire la pièce de vin.

D. Comment vous a-t-il payé? — R. Il m'a donné 15 fr. d'a-compte sur le bail et 68 fr. pour la pièce de vin.

D. N'a-t-il pas réglé les assistants ce jour-là? — R. C'est possible.

D. Vous avez dit qu'il avait fait le généreux et qu'il avait dépensé 5 francs? — R. C'était quelques jours avant, quand nous sommes convenus du bail.

D. Alors c'était vers le 12 janvier? — R. C'est possible.

D. Verdezini a vendu du vin pour le compte de Métas? — R. Oh! vendu!... Il venait beaucoup de monde boire au comptoir, mais tout le monde ne payait pas; il suffisait qu'on bût avec le joueur d'orgue.

D. Est-il resté longtemps? — R. A peine quinze jours... Il a disparu en emportant la clé.

D. Est-ce qu'il n'est pas devenu triste après avoir signé l'acte? — R. Oh! beaucoup.

Métas: Je n'ai jamais été plus triste que je ne le suis aujourd'hui... Je n'ai pas pleuré deux fois dans ma vie. (L'accusé est vu de sa seconde femme.)

La femme Ducerf répète les mêmes faits en y ajoutant que la femme Platel a dit que l'argent payé aux époux Ducerf provenait d'une montre et d'une chaîne qu'il avait vendues.

M. le président: M. les jurés n'oublieront pas que cette chaîne et cette montre sont encore dans les mains de la sœur de Métas, qui a prêté 35 francs à son frère en 1850.

D. Qui vous a payée? — R. C'est la femme qui avait l'argent dans une petite bourse qu'elle tenait dans son estomac. Elle a eu l'argent sur elle toute la journée, que même Métas paraissait assez inquiet.

D. A-t-il tenu son cabaret lui-même? — R. Un jour ou deux. Après ça, il y a mis le joueur d'orgue, qui y est resté deux ou trois jours, et qui s'en est allé en disant: « Il n'y a rien à gagner ici, je m'en vais travailler. » Après lui, Métas a mis une femme qu'on appelait la Lyonnaise (c'est la femme Abit). Tout le monde venait boire, les artilleurs, les passants. On n'il n'y a pas eu grande économie de ce vin. (On rit.)

D. Qu'avez-vous reçu de Métas? Comment vous a-t-il payée? — R. Avec trois pièces d'or et 8 fr. de monnaie.

Métas: Madame perd la tête. Je n'ai donné qu'une pièce d'or.

Le témoin: Oh! menteur! On amène une espèce d'automate à qui l'on parvient, après beaucoup de difficulté, à faire lever et baisser la main, mais qui ne peut articuler un seul mot. Cet individu donne parfaitement l'idée du paysan tel que l'a dépeint Labruyère.

M. le président le fait avancer près de lui, et, à force d'insistance, il finit par obtenir son nom. Cet homme se nomme Pierre.

M. le président: Etes-vous sourd? L'homme: Pas trop.

D. Avez-vous bu le vin blanc ce matin? — R. Non.

D. Alors vous avez peur? — R. Un peu.

M. le président l'interroge sur un vol de pommes de terre commis à son préjudice par Métas; mais le témoin ne répond pas.

M. le président lit sa déclaration, de laquelle il résulte qu'il ne s'est plaint du vol de pommes de terre qu'après l'arrestation de Métas: « Je me serais bien gardé d'en parler auparavant, et même alors je n'en parlais qu'avec réprobation, parce que j'avais peur qu'il ne fût pas condamné. »

M. le président: Cet homme n'est pas ivre, mais il a peur. Il craint que Métas ne soit pas condamné.

Molinari Stephano, beau-père adoptif de Verdezini.

D. Vous connaissez Verdezini? — R. Oui.

D. Comment le nommez-vous? — R. Stephano.

D. Stephano, Etienne? — R. Si, signor.

D. Combien de temps a-t-il été avec vous? — R. Il n'y a que deux ans qu'il nous a quittés.

D. Comment s'appelle votre femme? — R. Lagomazina.

D. Vous avez un fils? — R. Si, signor, Joseph Lagomazino.

D. Il est aussi joueur d'orgue? — R. Oui.

D. Il roulait avec Etienne? — R. Oui, et souvent seul.

D. Vous avez vu Etienne dans le mois de janvier? — R. Il est resté trois jours sans venir nous voir, et il m'a dit qu'il avait été pendant trois jours dans une baraque à vendre du vin.

D. Ne vous a-t-il pas dit que Métas s'était absenté pour commettre des crimes? — R. Non, monsieur.

D. Vous l'avez positivement déclaré à M. le juge d'instruction? — R. Non, monsieur.

D. Verdezini vous a parlé d'un bonnet de laine dit bonnet pinson? — R. Il m'a dit qu'on lui avait donné ce bonnet dans la maison.

D. Tout ceci est bien vague, et vous répondez plus à vos idées qu'à mes questions. Vous avez été plus précis devant le juge d'instruction; vous avez dit qu'on avait engagé Verdezini à brûler ce bonnet, qui pouvait être compromettant. — R. Oui, il m'a dit que c'était une femme qui avait dit ça.

D. Il vous a dit que Métas avait massacré sa première femme? — R. C'est Joseph qui m'a dit tout ce qui est relatif à la première femme de Métas.

D. Vous voulez donner le change à la justice en ce moment; c'est bien de Verdezini que vous parliez alors. Vous disiez qu'il voulait revenir en France. Pourquoi voulait-il revenir en France? — R. Parce qu'en Angleterre il ne gagnait pas le sou.

Verdezini: Mon père nourricier a mal entendu ce que je lui ai dit: j'ai pas besoin de savoir l'anglais pour tourner la manivelle de mon orgue.

D. Il vous a dit que Métas et autres voulaient mettre leur crime sur son dos. — R. Oui.

Verdezini: J'ai dit à mon père: « Ce sont eux, peut-être, qui ont fait ça, et qui veulent se débarrasser sur moi; » mais je n'accuse personne.

M. le président: Avez-vous vu Verdezini le jour de Noël? Le témoin: Oui, monsieur.

D. A quelle heure est-il arrivé? — R. A neuf heures et demie du matin.

D. Avant-il son orgue? — R. Je ne crois pas.

D. Quant est-il reparti? — R. Il a couché le 25 et il a passé la journée du 26.

D. Vous en êtes sûr? — R. Oui.

La femme Finck répète ce qu'elle a dit précédemment et affirme que Verdezini est rentré à Saint-Denis, le 23 au soir, vers onze heures.

Verdezini: Ce soir-là, j'ai couché à Paris, rue St-Antoine, chez M. Brunet.

Marguerite Finck: Je suis sûre de ce que je dis; il est rentré le 25, entre onze heures et minuit.

Verdezini: Monsieur le président, ne vous en rapportez ni à moi, ni à mon beau-père; rapportez-vous-en au livre du logeur.

M^e Brugnot: Le témoin est allé en Angleterre voir Verdezini; qu'a-t-il dit à Verdezini?

Le témoin: Je suis allé deux fois en Angleterre. J'ai dit à Etienne: « On t'accuse d'assassinat... Si tu es innocent, il faut revenir en France; n'aie pas peur; si tu es coupable, reste ici. »

L'audencier: Le témoin suivant, Joseph Lagomazino, n'a pas été trouvé.

Molinari: Il est du côté de Beauvais ou de Lille.

M. le président: Avec son orgue?

Le témoin: Toujours; il fait sa tournée.

M. le président: Cette population flottante est bien dangereuse. Au surplus, le secret de la non-comparution de Joseph s'explique par la déposition qu'il a faite devant le juge d'instruction; il n'a rien voulu dire.

On passe à l'audition des témoins relatifs à l'assassinat de la dame de Freytag, qui est imputé à Métas seul.

M. Letellier, docteur en médecine à Saint-Léon-Taverny, face contre terre, et les assistants croyaient qu'elle avait succombé à une apoplexie. Je fis retourner le cadavre, et les traces de l'assassinat apparurent de suite avec évidence. J'ai dressé dans un procès verbal étendu le nombre, la situation et la nature des blessures constatées sur le cadavre.

D. De quel instrument a-t-on dû se servir? — R. J'ai présumé qu'on avait dû se servir d'un marteau-hachette.

D. On s'est servi des deux côtés de l'arme? — R. J'en suis sûr; on l'a employé que du côté tranchant.

D. Le crâne était cependant enfoncé? — R. On peut arriver à ce résultat sans employer le côté plat de l'arme.

D. Quelle était la position du cadavre? — R. La face était sur un oreiller jeté par terre.

R. Cette position pouvait hâter la mort si elle s'était fait attendre? — R. Ce n'était pas impossible.

M. le conseiller assesseur Pinard donne lecture du procès-verbal de constatation et du procès-verbal d'autopsie dont vient de parler le témoin.

Un juré: Est-il possible que les coups aient été portés avec la partie carrée d'une hachette?

Le témoin: Non, monsieur, ils ont été portés avec la partie tranchante.

M. le président: Votre rapport parle positivement d'un instrument tranchant et contondant.

Le témoin: J'ai voulu dire un instrument tranchant, peut-être que je considère alors comme tranchant et contondant, par opposition à un instrument coupant bien.

Un juré: Une hachette de mason répond-elle à l'idée que vous vous faites de l'instrument dont on a dû se servir?

Le témoin: Oui, monsieur.

M. le président: M. le docteur, vous êtes un témoin d'intelligence; or, vous avez parlé d'un instrument contondant et lourd, comme un marteau.

Le témoin: J'ai parlé d'un instrument coupant peu.

M. le président: Nous ne comprenons pas ce qu'est un instrument tranchant qui ne tranche pas, et contondant qui tranche. Les hommes d'intelligence ne peuvent comprendre cela.

Jean Belhomme, tonnelier: Ce témoin porte le costume de la prison, et a été condamné correctionnellement.

D. Vous habitez Saint-Prix? — R. Oui, monsieur.

D. Et vous connaissez Métas? — R. Oui.

D. M^{me} de Freytag a été assassinée le 21 décembre 1851? — R. Oui, monsieur.

D. Vous étiez le tonnelier de cette dame? — R. Oui.

D. Près de votre boutique, Métas s'était établi pour vendre sa marchandise? — R. Oui, monsieur.

D. Et c'était près de chez M^{me} de Freytag? — R. Oh! tout près.

D. Vous avez causé quelquefois avec Métas? — R. Pas souvent.

D. A une époque voisine de l'assassinat, il est venu chez vous et il a emprunté un vilibequin à votre femme? — R. Je crois que oui.

D. Il a causé avec votre femme? — R. C'est possible.

D. Lui a-t-il demandé des renseignements sur M^{me} de Freytag? — R. Je n'en sais rien, parce que ma femme ne m'en a jamais rien dit.

D. Il y avait un secret pour entrer chez M^{me} de Freytag et vous le connaissiez? — R. Non, monsieur.

D. Mais tous ses fournisseurs le connaissaient? — R. Je n'ai su que depuis qu'il y avait un secret.

D. Qui a-t-on accusé d'abord de ce crime? — R. Le bruit a couru que c'était M. le curé.

D. C'est vous qui avez mis ce bruit en circulation, et c'est une détestable action de votre part? — R. J'ai répété ce qu'on m'avait dit, mais en disant que je n'y croyais pas.

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRÉDITS.

DEUX MAISONS A PARIS

Etude de M. PICARD aîné, avoué à Paris, rue du Port-Mahon, 12.
Vente sur licitation, au Palais-de-Justice, à Paris, le samedi 3 mars 1855, deux heures de relevée, en deux lots, de:
1° Une grande et belle MAISON sise à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 3.
Revenu brut: 20,630 fr.
Charges: 2,235
Revenu net: 18,375 fr.
Superficie, 380 mètres environ.
Mise à prix: 240,000 fr.
2° Une autre grande MAISON sise à Paris, rue de la Grande-Truanderie, 42, et rue Verderet, 11.
Revenu brut: 16,605 fr.
Charges: 2,328

Revenu net: 14,277 fr.
Superficie, 814 mètres environ.
Mise à prix: 180,000 fr.
S'adresser pour les renseignements:
1° Audit M. PICARD aîné, avoué poursuivant, 12, rue du Port-Mahon, à Paris;
2° A M. Boind, avoué, 14, rue de Mézières;
3° A M. Castaignet, avoué, 21, rue de Hanovre;
4° A M. Frémyn, notaire, 11, rue de Lille;
5° A M. Thiac, notaire, 23, place Dauphine. (4085) *

AVIS. MM. les actionnaires de la Société des Glacières réunies de Saint-Ouen, Gentilly et dépendances, sont convoqués à l'assemblée générale qui aura lieu chez Lemardelay, rue Richelieu, 100, le 26 février courant (le 23 étant un jour férié), à deux heures précises de relevée, pour:
1° Entendre le rapport des membres du comité de surveillance et le compte-rendu du gérant de la société sur les opérations de l'exercice 1854;
2° Délibérer sur l'ensemble de ce compte-rendu;
3° Et nommer trois nouveaux membres du comité de surveillance.

Nul ne sera admis à l'assemblée, s'il n'est porteur de vingt actions nominatives ou de quarante au porteur, et s'il ne les a déposées huit jours à l'avance au siège social, rue d'Amboise, 3. Cette clause est de rigueur pour les propriétaires d'actions au porteur. Chaque actionnaire peut se faire représenter par un mandataire muni de pouvoirs réguliers. (13399)

AVIS. MM. les actionnaires de l'Estafette du commerce, Bonnard, Campmas et C^e, ancienne maison J. Bidault et C^e, sont convoqués à l'assemblée générale annuelle, qui aura lieu le 28 février courant, à sept heures et demie du soir, au siège de la société, rue de la Jussienne, 9, ancien 11, pour y délibérer conformément aux statuts de la société. (13393)

SOCIÉTÉ L'INODORE. Sous la raison: Marville et C^e. En conformité de l'article 40 des statuts, MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale pour le samedi 24 courant, sept heures du

soir, chez M. Weil, rue Chilpéric, 10, à Paris, pour une communication de la plus haute importance. L'administrateur provisoire: LECLÈRE. (13395)

Les actionnaires de la France agricole, sont convoqués pour le 15 mars, rue d'Enfer, 35, à 2 heures, à l'effet de délibérer sur les mesures à prendre en suite du refus d'autorisation de la société. (13394)

USINES DE PORTILLON. PRÈS TOURS (Indre-et-Loire). MM. les actionnaires de la fabrique de céreuse, blanc de zinc, minium et mine orange de Portillon près Tours, sont convoqués en assemblée générale extraordinaire pour délibérer sur une proposition tendant à modifier les statuts sociaux. L'assemblée aura lieu, au siège de la société, à Tours, le samedi 10 mars prochain, à trois heures précises du soir. Tous les actionnaires indistinctement auront le droit d'en faire partie et de prendre part à la délibération en vertu de l'article

27 des statuts. — J. DELAUNAY ET C^e. L'un des gérants: J. BRUZON. (13396)

AVIS. MM. les actionnaires de la Société de dépôt de leurs actions dans le plus bref délai, entre les mains de M. Borde, rue de Luxembourg, 40, l'un des commissaires répartiteurs qui donnera récépissé. — Paris, le 16 février 1855. — F. GAILLARD, BORDE. (13398)

COMPTOIR CENTRAL DES VENTES DÉBIT de papeterie et articles pour l'imprimerie. Loyer, 1,200 fr.; bail, 7 ans 1/2; prix, 10,000 fr. bénéf., 11 p. 100; p. 100, 10,000 fr.

BEAU CAFÉ loyer, 3,200 fr.; bail, 10 ans; prix, 30,000 fr.; bénéf., 10 p. 100. COMPTOIR CENTRAL DES VENTES RUE GRETRY. (13397)

COMPAGNIE NATIONALE DU

CAOUTCHOUC SOUPLE

(Brevets GOODYEAR, s. g. d. g.)

RAISON SOCIALE: HUTCHINSON, HENDERSON ET C^{IE}

Capital social: 5,000,000 francs. — Actions de 100 francs au porteur.

4,000,000 de francs seulement sont émis. Le surplus ne sera émis qu'après la distribution d'un dividende de 30 0/0 pour l'année. Les actionnaires auront alors droit au pair à 1 action pour 4, dont ils seront propriétaires.

Les gérants laissent à la souche les DEUX TIERS des actions représentant leur apport. Pour prouver leur confiance dans l'affaire, ils offrent à chaque actionnaire d'acheter A FORFAIT, au prix de 15 0/0, le dividende de la première année.

L'USINE DE LANGLÉE (Loiret), l'un des plus beaux établissements de France, avec 80,000 mètres de terrains, que les fondateurs apportent dans la Société: immeubles, machines, industrie, est en pleine exploitation. Force motrice, 260 chevaux; 600 ouvriers en activité. Telle est la demande pour la France, l'Angleterre, l'Allemagne, etc., pour les services militaire et naval, que les produits sont vendus avant d'être fabriqués.

GÉRANTS.

M. HUTCHINSON, HENDERSON et SMYTH, fondateurs de l'établissement. Siège social: Rue du Faubourg-Poissonnière, 62.

AGENT DE CHANGE.

M. BASSERY, 17, rue Louis-le-Grand.

CONSEIL DE SURVEILLANCE.

- M. CHARLES GOODYEAR, inventeur breveté, 42, avenue Gabrielle, Champs-Élysées.
M. JOHN MUNROE, chef de la maison John Munroe et C^e, 5, rue de la Paix.
M. LÉON SAY, 10, rue Lepelletier.
M. VERGNOLLE, propriétaire, directeur du journal l'Industrie, 3, rue

La souscription sera close le 17 février, chez MM. JOHN MUNROE et C^{ie}, banquiers, 5, rue de la Paix, et chez MM. HUTCHINSON, HENDERSON et C^{ie}, 62, rue du Faubourg-Poissonnière.

La publication égale des Actes de Société est obligatoire dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, LE DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFICHES.

Vente après faillite.

Etude de M. LAVOYAT, notaire à Paris, qual de la Tournelle, 37. Vente par adjudication après faillite, en vertu d'une ordonnance de référé, par le ministère de M. Lavoat, notaire à Paris, et en son étude sise à Paris, qual de la Tournelle, 37. Le mercredi vingt et un février mil huit cent cinquante-cinq, heures de midi. D'un fonds de fabricant de produits chimiques exploité à Ivry, rue du Château-des-Rentiers, 31, consistant dans: 1° L'achalandage et la clientèle y attachés; 2° Les objets mobiliers servant à son exploitation; 3° Les marchandises en dépôt; 4° Et le droit au bail des lieux où il s'exploite. Sur la mise à prix pour le tout de cinq cents francs, et, faute d'enchérisseurs sur cette mise à prix, sur baisse à prix et même à tout prix. S'adresser pour les renseignements à Paris: A M. Henriot, syndic de la faillite, rue Cadet, 15; A M. Lefebvre, de Saint-Maur, avoué, rue Neuve-Saint-Eustache, 45; Et à M. Lavoat, notaire, dépositaire du cahier des charges, qual de la Tournelle, 37. (4099)

SOCIÉTÉS.

Cabinet de M. MOULLARD DU COMTAT, rue du Petit-Carreau, 1. D'un acte sous signature privée, fait triple à Paris le trente et un janvier mil huit cent cinquante-cinq, enregistré le premier février suivant par Pommey qui a perçu les droits, et passé entre: 1° M. Emile-Eugène HEURTEAUX, négociant demeurant à Paris, rue Chabannais, 9; 2° M. Jules-Théophile MATAGNE, ferblantier, demeurant à Paris, passage du Jeu-de-Boule, 12; 3° M. Victor-Emile GOMPERT, employé, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, 160; Il appert: Que la société en nom collectif formée entre eux pour quinze années, à partir du quinze septembre mil huit cent cinquante-quatre, pour l'exploitation d'un brevet d'invention pour une calèche à ciel filtré lanelle et pour la fabrication de toute la ferblanterie polie, a été dissoute, et que M. Heurteaux a été nommé liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus. Pour extrait: MOULLARD DU COMTAT. (661)

FAILLITES.

Etude de M. PETITJEAN, agréé à Paris, rue Montmartre, 160. La société de fait, formée entre: 1° M. Hyacinthe-Louis COELHO, citoyen brésilien, résidant à Rio de Janeiro; 2° M. Benjamin-Sara DIEBERICK, citoyen portugais et négociant, résidant également à Rio de Janeiro; et 3° M. Antoine DELPHIN, français, négociant, résidant à Paris, aujourd'hui décédé, pour le commerce en général de tous les objets d'importation et d'exportation licite entre le Brésil et ce qui se soit des places de l'Europe, ainsi que le commerce de commission, et ayant son siège à Rio de Janeiro, sous la raison sociale COELHO, DIEBERICK et C^e, et à Paris sous celle DELPHIN et C^e. A été dissoute, conformément aux conventions verbales, en outre par suite du décès de M. Delphin, gérant de la maison de Paris, arrivé le sept janvier mil huit cent cinquante-cinq, qui a déterminé sa liquidation à laquelle il devra être procédé immédiatement, avec faculté, pour les associés survivants, de continuer la société sur les mêmes bases ou sur d'autres, si cela leur convenait, mais ce, avec obligation de payer le passif social et d'indemniser les héritiers de l'associé décédé de ce qui leur serait dû par la liquidation finale. De plus, et conformément aux autres conventions verbales, en outre la maison de Paris sera gérée par M. Charles RETORANT, premier commis, jusqu'à ce que la maison de Rio de Janeiro et pourvoie comme mieux il lui conviendrait. PETITJEAN. (666)

CONVOICATIONS DE CRÉANCIERS.

Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des faillites, MM. les créanciers: NOMINATIONS DE SYNDICS. De la dame veuve DEFRIE (Geneviève Faumont, veuve de Henri), fab. de guêtres, faub. St-Denis, 219, le 22 février à 9 heures (N° 12203 du gr.). Du sieur DURRIEL jeune (Jean-Antoine), maçon à Grenelle, rue Letellier, 38, le 21 février à 12 heures (N° 12189 du gr.). De la dame veuve LECOMTE (Louise Lorrain, veuve de Henri), mode de modes, rue Neuve-St-Augustin, 21, personnellement; nomme M. Pellou juge-commissaire, et M. Battarel neveu, rue de Bondy, 7, syndic provisoire (N° 12210 du gr.).

CONCORDATS.

De la société DOYEN père et fils (Louis-Ovide et Louis-Auguste), mode de bois de charbonnage à La Villette, rue Mogador, 18, le 21 février à 12 heures (N° 12140 du gr.). Pour être procédé, sous la présidence de M. le juge-commissaire, aux vérifications et affirmations de leurs créances. NOTA. Il est nécessaire que les créanciers convoqués pour les vérifications et affirmations de leurs créances remettent préalablement leurs titres à MM. les syndics.

PRODUCTIONS DE TITRES.

Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indicatif des sommes à réclamer, MM. les créanciers: Du sieur BERTAU, négociant, rue d'Anjou-au-Maraîs, 4, entre les mains de M. Lecomte, rue de la Michodière, 5, syndic de la faillite (N° 12178 du gr.). Pour, en conformité de l'article 492 de la loi du 28 mai 1837, être procédé à la vérification des créances, qui commencera immédiatement après l'expiration de ce délai.

CONDITIONS SOMMAIRES.

Obligation par le sieur Cuvé de payer à ses créanciers le montant de leurs créances en capitaux, intérêts et frais, en cinq ans, par cinquième d'année en année, à partir du jour du concordat. En cas de vente du fonds de commerce, affectation du prix au paiement des dividendes (N° 11794 du gr.). Concordat OUZOU. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 26 janv. 1855, lequel homologue le concordat passé le 22 décembre 1854, entre le sieur OUZOU (François-Prudent), md de coton, rue St-Martin, 229, et ses créanciers. Conditions sommaires. Remise au sieur Ouzou, par ses créanciers, de 75 p. 100 sur le montant de leurs créances. Les 25 p. 100 non remis, payables: 7 p. 100 le 20 décembre 1855 et 9 p. 100 les 20 décembre 1856 et 1857 (N° 11773 du gr.). Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 23 février 1855, lequel fixe définitivement la cessation des paiements du sieur MONCEL (Jean-Antoine), md de vins en gros, rue des Tournelles, 84 (N° 11637 du gr.). RÉPARTITION. MM. les créanciers vérifiés et affirmés du sieur TRUFFAUT (Jules-Antoine), fab. de papiers peints, rue Vieille-du-Temple, 19, peuvent se présenter chez M. Huet, syndic, rue Cadet, 6, pour toucher un dividende de 2 fr. 75 cent. p. 100, unique répartition (N° 8253 du gr.). MM. les créanciers vérifiés et affirmés de la Dlle DAMBL (Marie), md de nouveautés, rue Tranchet, 3, peuvent se présenter chez M. Hélin, syndic, rue Vanin, 7, pour toucher un dividende de 2 fr. 54 cent. p. 100, deuxième et dernière répartition (N° 6815 du gr.).

CLOTURE DES OPÉRATIONS POUR INSUFFISANCE D'ACTIF.

N. B. Un mois après la date de ces jugements, chaque créancier restant dans l'exercice de ses droits contre le failli. Du 14 février. Du sieur TAILLANT (Jean-François), md de vins logeur à Belleville, boulevard de la Chapinette, 24 (N° 11605 du gr.). ASSEMBLÉES DU 16 FÉV. 1855. NEUF HEURES: Joron, md de fourrages, synd. — Cuendras et C^e, nég., conc. — Michel et Davoust, impr. sur étoffes, id. DIX HEURES 1/2: Ecorcheville, nég., conc. — Chandelier, confect., id. — Renault, fab. de vêtements, conc. — Balmont, md de vins, id. — Rouland, serrurier, synd. — Bonheur, id. — Baillif, ent. vérif. — Mouillet, nég., id. — Hartmann et C^e, nég., id. — Biénot, md de vins, id. — Longat, fab. de produits chimiques, id. TROIS HEURES: Lalaple père, md de curiosités, id. — Lalaple fils, md de curiosités, id. Séparations. Demande en séparation de biens entre Catherine-Nathan DAVIDA et Israël ISAAC, à Nanterre, rue de la Mare, 23. — Massard, vout. Demande en séparation de biens entre Nathalie-Félicie GOUBAU et Edouard LEDUC, sans domicile ni résidence connus, — Castellan, avoué. Demande en séparation de biens entre Marie-Caroline LEFOL et Edouard CLOUET, rue Tailbot, 17. — Oscar Moreau, avoué. Le gérant, BAUDOUIN.